



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
11 avril 2014  
Français  
Original : anglais

**Session annuelle de 2014**

23-27 juin 2014, Genève

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services  
d'appui aux projets**

**Rapport annuel du Directeur exécutif**

*Résumé*

En 2013, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a fourni des services consultatifs et transactionnels permettant à ses partenaires de procurer des avantages tangibles aux populations dans le besoin, souvent dans les contextes les plus difficiles. L'organisation a continué d'améliorer son mode de fonctionnement, se comparant favorablement aux normes internationales et en mettant l'accent sur les approches et les processus générateurs de résultats durables.

En 2013, les projets exécutés par l'UNOPS ont représenté une valeur totale de 1,4 milliard de dollars en comparaison de 977 millions de dollars en 2012, les nouveaux engagements atteignant le montant record de 1,96 milliard de dollars en comparaison de 1,35 milliard. La part des projets dans les pays à faible revenu ou touchés par un conflit a continué de progresser en termes de pourcentage de la valeur totale des projets exécutés. L'UNOPS a fermement contenu les coûts et a veillé à maintenir sa solidité financière, inspirant confiance à ses partenaires et démontrant la robustesse de son modèle d'activité.

Parmi les plus importants résultats opérationnels obtenus pour le compte de ses partenaires ont figuré la construction ou la rénovation de 81 ponts, de 3 560 km de routes, de 31 écoles et 26 hôpitaux et dispensaires. L'UNOPS a fourni plus de 19 000 machines et pièces d'équipement à ses partenaires, plus de 4 000 véhicules et 11,3 millions de doses de médicaments. Plus de 47 000 personnes ont bénéficié de cours de formation et 288 réunions de haut niveau ont été organisées. L'UNOPS a fourni plus de 14 600 jours de services consultatifs à ses partenaires.



Durant la période couverte par le plan stratégique 2010-2013 de l'UNOPS, l'organisation a commencé à se transformer. L'UNOPS jouit aujourd'hui d'une solide base financière, d'un mandat clair, de responsabilités strictement définies et d'une demande inégalée pour ses services. Une plate-forme robuste a été établie pour mettre en œuvre le plan stratégique 2014-2017, de manière à mieux aider ses partenaires dans la réalisation du développement durable.

*Éléments d'une décision*

Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre note : a) des contributions importantes apportées par l'UNOPS, souvent dans les contextes les plus difficiles, aux résultats opérationnels du système des Nations Unies et de ses partenaires en 2013; b) des transformations de l'UNOPS au cours de la période du plan stratégique 2010-2013; et c) de la solide plate-forme établie pour mettre en œuvre le plan stratégique 2014-2017, axé sur le développement durable.

## Table des matières

<i>Chapitres</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Résultats de la gestion. . . . .	4
A. Résultats du point de vue des partenaires . . . . .	4
B. Résultats du point de vue de la gestion interne. . . . .	7
C. Résultats du point de vue des ressources humaines . . . . .	8
D. Résultats financiers . . . . .	9
III. Résultats opérationnels . . . . .	10
A. Cadre général des résultats . . . . .	10
B. Principales réalisations pour le compte des partenaires . . . . .	11
C. Objectif 1 : Rétablir la paix et la stabilité après les conflits . . . . .	13
D. Objectif 2 : Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles . . . . .	16
E. Objectif 3 : Renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux . . . . .	17
F. Objectif 4 : Viabilité environnementale et adaptation au changement du climat . . . . .	20
G. Questions intersectorielles . . . . .	21

## I. Introduction

1. Le Directeur exécutif a le plaisir de présenter au Conseil d'administration les progrès réalisés au cours de l'année 2013 dans la mise en œuvre du plan stratégique 2010-2013 de l'UNOPS. En 2013, l'UNOPS a aidé ses partenaires à procurer des avantages tangibles aux populations dans le besoin, souvent dans les situations les plus difficiles. Ce faisant, l'UNOPS a fourni aux opérations de ses partenaires des services répondant aux normes internationales d'efficacité, d'efficacité et de transparence tout en contribuant au développement durable.

2. En septembre 2013, le Conseil d'administration a approuvé le plan stratégique 2014-2017 de l'UNOPS. Le plan met l'accent sur la durabilité, la détermination d'objectifs précis, l'excellence et le renforcement des capacités nationales. Il définit clairement la façon dont l'organisation peut promouvoir des pratiques d'exécution durables en matière de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix, tout en répondant toujours aux attentes de ses partenaires ou en les dépassant.

3. Bien que le présent rapport se présente sous la même forme que celle des années précédentes, son contenu reflète les mesures adoptées en 2013 pour inclure les thèmes du nouveau plan stratégique. L'annexe V, disponible en anglais sur le site Web du Conseil d'administration, résume les résultats obtenus au cours de la période 2010-2013.

## II. Résultats de la gestion

### A. Résultats du point de vue des partenaires

4. En 2013, les projets exécutés par l'UNOPS ont représenté une valeur totale de 1,4 milliard de dollars en comparaison de 977 millions en 2012. Cette augmentation s'explique principalement par l'assistance accrue de l'UNOPS aux opérations en Afghanistan, en Haïti, au Myanmar, en Somalie et au Yémen, outre une augmentation de la charge de travail associée aux réponses de nos partenaires aux crises au Mali et en Syrie. La part des projets exécutés dans les pays à faible revenu ou touchés par des conflits a continué de progresser en termes de pourcentage de la valeur totale des projets exécutés, atteignant 62% en comparaison de 51 % en 2012. Cette tendance témoigne de la confiance des partenaires de l'UNOPS dans sa capacité d'opérer dans des contextes particulièrement difficiles.

5. En 2013, 60 % des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte du système des Nations Unies contre 65 % en 2012, soit une diminution se rapprochant des chiffres des années précédentes. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été, une fois de plus, le plus important partenaire de l'UNOPS, en contribuant 280 millions de dollars, soit 25 % du montant total des projets, une diminution de 6 points de pourcentage en comparaison de 2012. Ce montant comprenait 30 millions prélevés sur les ressources ordinaires du PNUD et 250 millions provenant de ses autres ressources ou de fonds administrés par le PNUD. Ces montants ont inclus 16 millions de dollars pour lesquels l'UNOPS est en partenariat direct avec le PNUD, 71 millions provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 73 millions faisant l'objet d'accords de services de gestion dont le financement a été assuré par les pays hôtes et 90 millions provenant de fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du Groupe des

Nations Unies pour le développement gérés par le PNUD. Le deuxième partenaire en importance au sein du système des Nations Unies a été le Département des opérations de maintien de la paix, intervenant pour 204 millions de dollars, soit 18,1 % de dépenses d'exécutions, en comparaison de 17,8 % en 2012. Les autres tendances notées en 2013 en ce qui concerne les autres partenaires du système des Nations Unies ont consisté notamment en une nouvelle augmentation des projets exécutés pour le compte du Haut-Commissariat pour les réfugiés, passant de 22,5 millions en 2012 à 40 millions en 2013. La fourniture de services d'appui au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a augmenté en 2013.

6. Le plus important gouvernement partenaire en 2013 a été le Gouvernement afghan, suivi de ceux du Pérou et du Guatemala. En Afghanistan, la majorité des services consistait en un appui direct au Gouvernement, tandis qu'au Guatemala et au Pérou, le partenariat avec le Gouvernement s'est poursuivi dans le cadre d'un accord relatif à la prestation de services de gestion passé avec le PNUD. L'appui direct aux gouvernements, notamment dans le cadre de ce type d'accord, a représenté 29 % du montant total des projets en comparaison de 31 % en 2012. Cette baisse reflète l'achèvement d'une série de grands contrats de fourniture ainsi que des modifications de la législation dans certains pays.

7. L'UNOPS a travaillé en partenariat avec des institutions financières, notamment dans le cadre de divers accords de partenariat avec la Banque mondiale pour des projets d'une valeur de 77 millions de dollars. La valeur de l'exécution directe pour le compte de la Banque mondiale est passée de 14,4 millions en 2012 à 15,1 millions en 2013.

8. Le montant des projets exécutés par l'UNOPS pour l'Union européenne est passé de 34 millions de dollars en 2012 à 43 millions en 2013. En Tunisie, par exemple, l'UNOPS exécute des travaux de rénovation des prisons à Messadine et à Gabès. Le montant des nouveaux contrats signés avec l'Union européenne en 2013 s'élève à 54 millions de dollars en comparaison de 90 millions l'année précédente.

9. L'UNOPS a continué de consolider son partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, agissant en qualité de principal destinataire des subventions au Cambodge et au Myanmar. Au total, l'UNOPS a fourni des services pour une valeur de 46 millions de dollars et a joué le rôle d'agent local du Fonds dans 15 pays.

10. Le plus important gouvernement donateur pour les projets directs de l'UNOPS a été le Gouvernement du Japon, une part importante des fonds étant destinée aux travaux d'infrastructure en Afghanistan et au Soudan du Sud. La deuxième place est revenue au Gouvernement du Canada, suivi de ceux des États-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et de l'Italie.

11. L'UNOPS gère un nombre limité de fonds d'affectation spéciale mis en commun. Les plus importants sont au Myanmar ou sont administrés à l'échelle mondiale. Les Gouvernements australien, danois, néerlandais suédois et britannique ainsi que la Commission européenne en sont les principaux donateurs.

12. En 2013, les pays d'exécutions les plus importants ont été dans l'ordre l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Myanmar, la Somalie et Haïti. En 2012, c'était l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Myanmar, le Pérou et la Somalie.

13. Les nouveaux accords conclus en 2013 entre l'UNOPS et ses partenaires ont représenté une valeur record de 1,96 milliard de dollars en comparaison de 1,35 milliard l'année précédente. La croissance la plus forte a été enregistrée en Afghanistan et au Myanmar et une croissance notable en Iraq, en Syrie et au Yémen.

14. Le volume des prestations de l'UNOPS constitue une façon de mesurer sa contribution. Toutefois, au fur et à mesure que l'organisation fait de plus en plus appel à l'exécution nationale en offrant des services consultatifs, le critère du volume des prestations ne rend pas entièrement justice aux efforts déployés par l'UNOPS. Par exemple, en Afghanistan et au Soudan du Sud, l'UNOPS fournit une assistance technique et de renforcement des capacités au sein des Ministères des travaux publics et d'autres entités gouvernementales chargées des travaux publics. Ces projets comportent un faible montant d'achats par l'UNOPS en raison du financement gouvernemental des travaux d'infrastructure, ce qui par ailleurs en renforce la durabilité.

15. L'UNOPS centre ses activités sur trois modalités d'exécution : pratiques durables en matière d'infrastructures, pratiques durables en matière d'achats et pratiques durables en matière de gestion des projets. En 2013, 43 % des projets exécutés ont concerné la gestion des projets, 30 % les infrastructures, 18 % les achats et 9 % d'autres services de gestion demandés par les partenaires. Comme les activités de l'UNOPS sont fondées sur la demande, ces chiffres sont appelés à varier suivant les années.

## **B. Résultats du point de vue de la gestion interne**

16. L'UNOPS a continué de se mesurer aux normes internationales. En 2013, l'organisation a obtenu quatre prestigieuses certifications d'APMG-International, auteur de la méthodologie PRINCE2 ainsi que du Project Management Institute. Ces certifications positionnent l'UNOPS parmi les chefs de file en gestion de projets dans les secteurs du développement, de l'humanitaire et des opérations de consolidation de la paix. Le Groupe des infrastructures durables a reçu la certification ISO 14001, la norme de gestion environnementale la plus reconnue dans le monde, décernée aux organisations qui évaluent et contrôlent leur impact sur l'environnement.

17. L'UNOPS a également été évalué et certifié par la European Foundation for Quality Management. L'étude comparative a identifié ses points forts et a présenté des suggestions pour encore l'améliorer.

18. L'UNOPS partage activement les connaissances qu'il a acquises. Par exemple, les ateliers de gestion de projet, organisés pour ses partenaires dans 21 pays, ont été suivis par plus de 1 300 personnes.

19. Conformément aux ambitions du plan stratégique 2014-2017, un programme a été mis en place pour fournir des ressources spéciales, une attention soutenue et une coordination des initiatives de durabilité dans l'ensemble de l'UNOPS. Un marqueur de durabilité a été élaboré pour évaluer et améliorer les projets. La méthodologie sous-tend les entretiens avec les partenaires sur la durabilité, l'évaluation de l'impact social, environnemental et économique probable d'un projet ainsi que sur les capacités nationales. Elle permet le suivi et l'établissement de

rapports sur les produits durables à tous les stades du projet. L'objectif est d'établir une base de durabilité pour les projets de l'UNOPS d'ici fin 2014.

20. Plusieurs mesures ont été adoptées pour réaligner les fonctions régionales et celles du siège en vue d'assurer un usage plus rationnel des ressources et préparer l'organisation pour mettre en œuvre avec efficacité le prochain plan stratégique. Parmi les améliorations figurent notamment le Groupe intégré de conseil de gestion viable des projets qui a été créé afin de fournir aux opérations des avis cohérents et efficaces; le Bureau mondial des services aux partenaires qui a été établi pour gérer des projets interrégionaux et renforcer les liens avec les partenaires mondiaux; le Groupe des pratiques de gestion des ressources humaines qui a été investi de responsabilités additionnelles pour gérer le changement et le Groupe des finances qui a été renforcé pour améliorer son rôle stratégique et budgétaire.

21. En 2013, l'UNOPS a reconstruit le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies qui fonctionne comme guichet unique où les fournisseurs potentiels peuvent s'enregistrer auprès des organismes du système des Nations Unies. Ces derniers représentent plus de 99% du total des achats effectués par le système des Nations Unies.

22. Au cours de l'année 2013, le taux d'application des recommandations des commissaires aux comptes s'est amélioré. Le taux général d'application des recommandations émises entre 2008 et 2013 s'élevait à 91 %.

23. En 2013, le Déontologue a été saisi de 416 cas. Ceux-ci ont fait l'objet d'un rapport spécial (DP/OPS/2014/4) qui sera soumis au Conseil d'administration à sa session annuelle.

24. Dans le cadre de l'évaluation des systèmes de l'organisation, l'UNOPS a demandé une évaluation indépendante de son système de planification des ressources qui a recommandé de le remplacer par une solution plus appropriée aux besoins de l'UNOPS. Il en a été tenu compte dans la soumission du budget de l'UNOPS en septembre 2013. Il a été décidé en janvier 2014 d'aller de l'avant avec la mise en œuvre du nouveau système. L'objectif est de transformer l'ensemble du dispositif informatique pour créer un ensemble de processus et de systèmes qui soit plus cohérent, plus agile et mieux intégré de façon à permettre à l'organisation d'appuyer plus efficacement ses partenaires.

#### Encadré 1

#### **Être reconnu comme chef de file des pratiques durables en matière d'achats**

En 2013, l'UNOPS a été choisi pour faire partie du Comité consultatif de haut niveau pour un nouveau système mondial de promotion de pratiques durables d'achats. Lancée à l'occasion de la Conférence Rio+20, placée sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Initiative pour des pratiques durables de passation de marchés publics vise à aider les gouvernements à optimiser les bénéfices environnementaux, économiques et sociaux découlant de la passation de marchés publics.

L'UNOPS a apporté son appui au programme du Myanmar en tant que l'un des deux principaux destinataires chargés de coordonner et de superviser la mise en œuvre pour des subventions d'une valeur de 60 560 000 dollars.

Des pratiques durables en matière d'achat peuvent consister à tenir compte du rendement du carburant des véhicules, d'opter pour le papier recyclé ou d'acheter de préférence auprès d'entreprises appartenant à des femmes ou à des minorités. En coopération avec le PNUE, l'UNOPS contribue à rechercher des instruments, des ressources et des connaissances pour étendre les pratiques durables en matière d'achat au sein du système des Nations Unies. En sa qualité de chef de file dans ce domaine, l'UNOPS fournit déjà des cours de formation et des services consultatifs à ses partenaires et aux organismes du système des Nations Unies.

En 2013, l'UNOPS a reçu un certificat de pratiques durables en matière d'achats de l'Institut agréé des achats et des approvisionnements qui a reconnu l'excellence de ses politiques, de ses procédures et de ses pratiques en matière d'achats.

### C. Résultats du point de vue des ressources humaines

25. À la fin de 2013, l'UNOPS employait 7 602 personnes en comparaison de 6 366 l'année précédente, dont 850 fonctionnaires et 6 752 vacataires (732 recrutés sur le plan international et 6 020 sur le plan local). En 2013, il a recruté 142 fonctionnaires, dont 84 sur le plan international et 19 administrateurs sur le plan national ainsi que 39 agents des services généraux. Cent cinquante-neuf membres du personnel ont quitté l'organisation. Le taux de renouvellement du personnel a été de 18,5 %, taux plus élevé que celui de 15,8 % enregistré l'année précédente. Les femmes représentent 36,8 % de l'effectif total. L'UNOPS a consolidé ses efforts pour recruter davantage de femmes grâce à un nouveau plan d'action à l'échelle de l'organisation se fixant pour objectif l'égalité des sexes. Il a adopté des mesures ciblant les femmes aptes à être administratrices ou spécialistes, notamment les offres de mentorat ou la formation à la direction, le renforcement des politiques de valorisation des ressources humaines ainsi que le respect de l'obligation redditionnelle par les gestionnaires. Une évaluation portant sur l'égalité des sexes sera menée au siège et dans tous les bureaux extérieurs pour déterminer les besoins et formuler des recommandations concrètes pour réaliser l'égalité des sexes.

26. De nouveaux processus et de nouveaux systèmes ont été élaborés en 2013, notamment le système de paye qui a été entièrement informatisé pour verser directement les salaires à près de 3000 vacataires, permettant une forte diminution de la charge de travail administratif des administrateurs. Une caisse de prévoyance a été instaurée à l'intention du personnel vacataire, où sont versés 7,5 % de leur salaire, l'UNOPS y contribuant à hauteur de 15 %. De nouvelles dispositions ont été adoptées pour améliorer les conditions de travail, les congés octroyés dans les lieux d'affectation classés difficiles, l'offre de contrats de deux ans et les congés de maternité pour le personnel recruté sur le plan international sous le régime d'un contrat spécial de durée limitée.

27. En 2013, l'UNOPS a consolidé son système de notation au moyen de l'initiative « Récompense, reconnaissance du mérite et sanctions » appliquée pour la troisième année. En juillet, elle a été approuvée par la Commission de la fonction publique internationale qui a encouragé sa poursuite, notant son impact positif sur le comportement professionnel. Le taux d'achèvement des rapports d'évaluation et de notation a atteint 97 % pour la troisième année consécutive. En 2013, un programme de formation à l'évaluation et à la notation a été mis en place à l'intention des administrateurs ayant des subordonnés. Simultanément, l'initiative a également permis à l'organisation de rendre hommage à plus de 20 membres du personnel pour leur contribution exceptionnelle, au cours de la cérémonie annuelle de remise des prix. Les résultats de l'enquête externe montrent que le personnel est de plus en plus conscient du rapport entre le comportement professionnel et la réalisation des objectifs de l'organisation. L'initiative a également fourni des outils pour remédier à l'insuffisance des résultats.

28. En 2013, le personnel a participé à plus de 2 800 activités de formation de l'UNOPS en comparaison de 1 865 en 2012. Plus de 50 administrateurs hors classe ont obtenu leur certificat après suivi avec succès le programme de perfectionnement aux fonctions de direction organisé par l'UNOPS en partenariat avec eCornell. L'UNOPS travaille également en partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies et veille à ce que ses représentants participent à la formation des responsables des équipes de pays. Plus de 200 membres du personnel ont suivi des formations externes débouchant sur une certification professionnelle, dispensées notamment par l'Association des experts-comptables (71 participants) et l'Institut agréé des achats et des approvisionnements (117 participants). Plus de 500 membres ont passé l'examen de gestion de projet PRINCE2 ou pris part au programme de certification de la gestion de projet de l'UNOPS.

29. L'enquête générale auprès du personnel, menée en janvier 2014, a révélé que le pourcentage de personnes satisfaites de leur emploi avait augmenté : 85 % en 2013 contre 84 % en 2012 et 82 % en 2011.

## **D. Résultats financiers**

30. Au cours de 2013, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets d'une valeur de 1,4 milliard de dollars en comparaison de 977 millions en 2012, soit une augmentation de 16 %. L'UNOPS enregistré un montant net de 62,6 millions de dollars au titre des projets en 2013 en comparaison de 58,5 millions l'année précédente. Les revenus de sources diverses étaient de 6,4 millions de dollars en 2013 au lieu de 11,1 millions en 2012 tandis que les revenus provenant de services accessoires ont été de 9,3 millions en 2013 et de 9,2 millions l'année précédente. Les dépenses de gestion se sont élevées à 55,2 millions de dollars en 2013 en comparaison de 55,7 millions de dollars en 2012, soit une baisse d'environ 1 %. Le solde, après constitution d'une provision pour profit et les pertes, accuse un excédent net de recettes sur les dépenses de 9,8 millions de dollars en comparaison de 8,2 millions en 2012.

31. En février 2014, un groupe d'experts a formulé un avis sur l'attribution de la responsabilité financière entre l'UNOPS et le PNUD concernant le compte interfonds. En conséquence, l'UNOPS s'est vu attribuer un montant net de 6,4 millions de dollars qui ont été intégrés dans l'état financier de 2013.

32. Une réévaluation actuarielle des obligations de l'UNOPS au titre des prestations de cessation de service du personnel indique que le montant des prestations fin 2013 était de 7,4 millions de dollars, chiffre plus élevé que fin 2012. À la fin de l'exercice budgétaire 2013, l'UNOPS était parvenu à financer entièrement l'augmentation des prestations de cessation de service et à dépasser son objectif de réserve obligatoire calculé au moyen de la formule révisée approuvée par le Conseil d'administration.

33. Les dépenses mentionnées ci-dessus, les recettes et le solde de la réserve pour 2013 représentent des chiffres préliminaires calculés par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés et contrôlés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.

### **III. Résultats opérationnels**

#### **A. Cadre général des résultats**

34. Quatre grands objectifs définissent l'action de l'UNOPS pour 2010–2013. Ils sont dénommés « objectifs de contribution » parce que l'UNOPS contribue au résultat de ses partenaires. Les résultats opérationnels de l'UNOPS réalisés pour ses partenaires au cours de l'année 2013 sont intégralement présentés dans les principaux résultats décrits ci-après, répartis sous les quatre objectifs de contribution.

35. L'objectif 1, Rétablir la paix et la stabilité après les conflits, a représenté 41 % des activités de l'UNOPS pour ses partenaires en 2013 (contre 37 % en 2012); l'objectif 2, Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles, 8 % (contre 5,5 %); l'objectif 3, Renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux, 41 % (une diminution en comparaison des 49 % en 2012) et l'objectif 4, Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique, 9 % (au lieu de 8,5 %).

36. En 2013, l'UNOPS a appuyé 1 230 projets pour le compte de ses partenaires. Des détails sur les partenaires figurent dans les exemples de projets aux sections B-G et à l'annexe 2 (disponibles en anglais sur le site Web du Conseil d'administration).

37. L'UNOPS a accepté de nouveaux engagements après un examen rigoureux de leur conformité avec son mandat, ses valeurs et ses compétences de base formulés dans le plan stratégique et dans les décisions connexes du Conseil d'administration, ainsi que leur conformité et appui aux objectifs de pays du système de l'Organisation des Nations Unies. L'acceptation de nouveaux projets implique une évaluation complète des risques d'exécution et l'attente de recouvrer tous les coûts.

#### **B. Principales réalisations pour le compte des partenaires**

38. En 2013, l'UNOPS a construit ou remis en état 81 ponts, 3 560 km de routes, 2 pistes d'atterrissage et 1 port, en comparaison de 27 ponts, 2 631 km de routes, 4 pistes d'atterrissage et 6 ports en 2012.

39. L'UNOPS a dirigé la construction ou la remise en état de 31 écoles, 15 universités, 10 hôpitaux, 16 dispensaires et 7 laboratoires. En 2012, les chiffres étaient les suivants : 40 écoles, 7 hôpitaux, 5 dispensaires, et 36 établissements sanitaires, tels que des laboratoires ou des maternités.

40. En 2013, 7 commissariats de police et 7 prisons ont été construits ou rénovés, ainsi que 7 palais de justice et 35 autres bâtiments administratifs. En 2012, l'UNOPS a construit ou rénové 24 commissariats de police, 2 prisons, 4 centres de détention, 2 palais de justice et 73 autres bâtiments administratifs.

41. Plus d'un tiers de l'ensemble des projets soutenus par l'UNOPS en 2013 a créé de l'emploi pour les populations locales, mais seulement 20 % sont en mesure soit d'accéder directement au décompte des jours de travail créés, soit d'effectuer eux-mêmes ce décompte. Ces 55 projets ont à eux seuls généré plus 2,5 millions de jours de travail rémunéré pour les populations locales.

42. En 2013, l'UNOPS a apporté un appui aux activités du Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM) et à ses partenaires dans 18 pays et territoires. Il a dispensé des services en matière de valorisation des ressources humaines, de gestion des achats, de contrats et de subventions, d'appui technique et opérationnel ainsi que des services financiers et juridiques.

43. L'UNOPS a acheté pour plus de 749 millions de dollars de biens et de services (33% et 67 % respectivement), soit dans le cadre d'un projet d'exécution, soit au titre de l'appui transactionnel.

44. Plus de 19 000 machines ou pièces d'équipements ont été achetées par l'UNOPS pour ses partenaires en 2013. Environ 4 000 véhicules ont été achetés en comparaison de 6 000 en 2012. Plus de 7,7 millions d'articles médicaux ont été traités, comprenant notamment la distribution de près d'un million de préservatifs et d'environ 2 millions de trousse de diagnostic. Plus de 11,3 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées.

45. En 2013, l'UNOPS a aidé ses partenaires à renforcer les capacités locales en facilitant la formation de 327 autorités locales et organisations non gouvernementales et de plus de 47 000 personnes dans des domaines tels que les secours en cas de catastrophe, les infrastructures et l'assainissement, en comparaison de 68 organisations et 21 000 personnes en 2012. Il a organisé plus de 12 000 ateliers et cours de formation en comparaison de 484 en 2012, augmentation principalement due à un très important programme de formation électorale.

46. L'UNOPS a aidé ses partenaires à organiser 288 manifestations et réunions de haut niveau en comparaison de 451 en 2012 et apporté son appui à 4 511 organisations locales, chiffre inférieur aux 5 026 en 2012.

47. L'UNOPS a administré ou contrôlé plus de 500 subventions en comparaison de 800 en 2012 pour financer un ensemble de projets en plus de quelque 4 000 microfinancements du PNUD-FEM dans plus de 120 pays. L'UNOPS a fourni des services communs très divers au système des Nations Unies. Par exemple, il a construit ou rénové cinq bâtiments ou complexes du système des Nations Unies. Il a également fourni des services communs d'achat à d'autres organismes du système des Nations Unies, notamment en achetant par le biais du UN Web Buy des biens pour un montant de 67,5 millions de dollars en 2012.

48. L'UNOPS a fourni 14 600 jours-personnes de services consultatifs à ses partenaires (92 % en avis techniques et 8 % en services de renforcement des capacités), une augmentation en comparaison des 3 000 à peine en 2012.

Encadré 2

**Améliorer les résultats bénéficiant aux populations locales en République démocratique populaire du Congo**

En raison de la nature de l'appui fourni par l'UNOPS aux donateurs et aux gouvernements, les résultats obtenus dans ce domaine sont indiqués au niveau des produits. Les donateurs et les gouvernements sont les propriétaires des résultats générés par leurs projets et l'UNOPS encourage et aide ses partenaires à procéder à des évaluations. Chaque fois que cela est possible, l'UNOPS indique les impacts et les résultats, comme en République démocratique du Congo où l'UNOPS aide ses partenaires à étendre l'accès aux services vitaux et à améliorer les moyens d'existence des communautés après des années de conflit.

Dans la région d'Isangi par exemple, l'UNOPS aide le Gouvernement à améliorer l'infrastructure rurale en remettant en état ou en construisant des routes rurales, des écoles primaires, des centres de santé, des places de marché, des puits et des forages équipés de pompes solaires. Selon les estimations, 15 000 personnes aujourd'hui ont accès à l'eau potable et sont moins à risque de contracter des maladies hydriques.

De même, l'UNOPS remet en état pour le compte du Gouvernement 455 km de routes rurales dans la province de Maniema, pour stimuler la productivité agricole. Grâce aux 233 km déjà remis en état, le coût du transport de passagers a été réduit de 50 %. Près de 3 millions de dollars ont été injectés dans l'économie locale.

Dans le cadre d'un projet de cinq ans financé par le Royaume-Uni, l'UNOPS a rouvert à la circulation 304 km de routes à l'est du pays, améliorant l'accès aux communautés isolées et réduisant le coût de produits de base tels que le carburant ou le sel de 25% à 30 % selon les estimations. Le projet a généré plus de 51 000 journées de travail à l'échelon local pour les femmes. L'UNOPS, pour le compte de l'Union européenne, a remis en état des routes et des ponts dans la province de l'Équateur dans le cadre d'un projet de quatre ans visant à réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire. Suite à la réouverture de la route la plus importante, les prix de denrées de base comme le riz et les arachides ont été divisés par deux.

### C. Objectif 1 : Rétablir la paix et la stabilité après les conflits

49. En 2013, l'UNOPS a apporté un soutien aux infrastructures, aux achats et au renforcement des capacités de gestion de projets pour appuyer toute une gamme d'initiatives visant à rétablir la paix et le développement durable dans les zones touchées par un conflit ou se relevant d'un conflit.

50. Les 257 projets soutenus par l'UNOPS dans des régions sortant d'un conflit ont concerné notamment neuf opérations antimines au Mali et des projets d'infrastructures d'urgence au Soudan du Sud pour atteindre les populations déplacées ainsi qu'un appui à la mise en valeur des ressources humaines pour recruter des spécialistes dans le domaine de la destruction des armes chimiques en Libye.

51. Près de 41 % des projets aidés par l'UNOPS en 2013 dans les zones touchées par des conflits ont concerné des travaux de construction. L'UNOPS a aidé ses partenaires à améliorer l'éducation et la santé dans les communautés sortant d'un conflit en construisant ou en remettant en état 21 écoles, 15 universités, 4 dispensaires et 3 hôpitaux. L'UNOPS a collaboré avec ses partenaires en vue d'assurer que les structures aient à long terme le meilleur impact possible sur la société et l'environnement, tout en développant les capacités locales pour les entretenir à l'avenir. Par exemple, dans le cadre d'un projet financé par l'Italie, l'UNOPS a construit quatre écoles au Soudan du Sud. À cet effet, il a fait appel à la main-d'œuvre locale, fourni du matériel scolaire et des cours de formation aux enseignants, créé des potagers scolaires, organisé des réunions avec les parents d'élèves pour les sensibiliser à l'égalité des sexes et a augmenté le taux de fréquentation scolaire des filles, notamment en leur facilitant l'obtention de serviettes hygiéniques.

52. L'UNOPS a aidé ses partenaires à instaurer l'État de droit en construisant sept commissariats et quatre prisons, notamment une prison de haute sécurité au Kosovo, répondant aux normes internationales les plus exigeantes, avec un financement du Gouvernement du Kosovo et de l'Union européenne.

53. Le transport dans les régions d'après-conflit a été amélioré grâce à la construction ou à la remise en état de 74 ponts et de 227 canaux de drainage en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en République du Soudan du Sud et en République du Soudan. En outre, quatre pistes d'atterrissage et 3 110 km de routes ont été construits ou remis en état, facilitant l'accès de l'aide humanitaire aux populations déplacées, outre l'accès des populations aux services de santé et d'éducation ainsi qu'à la justice. Par exemple, un projet d'accès aux zones rurales en Afghanistan a permis l'entretien de 3 387 km de routes pavées et non pavées et la construction de 21 km de routes non pavées grâce à un financement du Gouvernement suédois. La forte composante d'égalité des sexes du projet a permis de former plus de 220 femmes à gérer les entreprises liées à la construction des routes.

54. Les populations déplacées par les conflits ont bénéficié de divers services de l'UNOPS. Par exemple, l'UNOPS a analysé et conçu une infrastructure d'urgence requise pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès de l'aide humanitaire au Darfour grâce un financement du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

55. L'UNOPS cherche à laisser davantage que des produits à la fin d'un projet. L'organisation mène ses projets d'infrastructures en faisant appel à un maximum de main-d'œuvre locale. Cette démarche favorise l'acquisition du savoir-faire, la création d'industries locales et l'injection d'argent dans les communautés pauvres. En 2013, l'UNOPS a aidé des projets qui ont généré un million de jours de travail dans des zones sortant d'un conflit. Par exemple, un projet de construction de routes en République démocratique du Congo, financé par le Gouvernement du

Royaume-Uni, a généré plus de 45 000 jours de travail requis par la construction et la plantation de 90 000 arbres le long de la route.

56. En plus de l'exécution directe de projets, l'UNOPS offre progressivement de plus en plus de services consultatifs visant à développer les capacités afin de faciliter l'exécution nationale des projets dans les pays en développement. En 2013, l'UNOPS a presté près de 1 500 jours de services consultatifs dans des pays sortant d'un conflit, notamment en Afghanistan, en renforçant les capacités du Ministère des travaux publics à gérer et entretenir son réseau routier en pleine croissance, en offrant 400 jours de mentorat et des formations en cours d'emploi aux échelons ministériel et provincial.

57. L'UNOPS a apporté un appui en matière d'achats, notamment l'acquisition de 7 600 articles divers pour le compte de plusieurs gouvernements ainsi que 260 véhicules, comprenant notamment deux ambulances pour le Ministère de la santé du Soudan avec un financement de la Banque mondiale.

58. En 2013, l'UNOPS a apporté un appui aux activités antimines du SLAM et à ses partenaires dans 18 pays et territoires. Il a dispensé des services en matière de valorisation des ressources humaines, de gestion des achats, de contrats et de subventions, d'appui technique et opérationnel ainsi que des services financiers et juridiques. Pour une valeur totale d'environ 193 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le SLAM, son principal partenaire, à obtenir des résultats nombreux et variés, notamment :

a) L'équipe d'intervention rapide du SLAM a déployé une aide humanitaire d'urgence et fourni une assistance technique à des pays tels que la République démocratique du Congo, Haïti, la Libye, le Mali et Timor-Leste. S'agissant de la Syrie, les préparatifs sont en cours pour une évaluation de la situation d'urgence et des opérations de déminage, l'éducation aux dangers des mines et la coordination sectorielle;

b) En Afghanistan, plus de 730 000 pièces de munitions non explosées ont été détruites, notamment 121 dispositifs explosifs abandonnés et plus de 20 000 mines antipersonnel. Une enquête sur l'égalité des sexes a été menée afin d'assurer que les femmes et les filles bénéficient des activités antimines;

c) Au Mali, 726 pièces de munitions non explosées et plus de 11 600 cartouches d'armes légères ont été détruites en toute sécurité;

d) En Somalie, plus de 9 000 pièces de munitions non explosées ont été collectées ou détruites et quatre sites de stockage d'armes et de munitions ont été construits;

e) Au Sud du Soudan, 23 champs de mines ont été déblayés, recelant plus de 600 mines terrestres et 10 000 pièces de munitions non explosées qui ont été détruites. Plus de 869 000 m<sup>2</sup> ont pu être déblayés et restitués à la population;

f) En Côte d'Ivoire, plus de 100 personnes, notamment des policiers, ont été formées à la gestion du stockage des munitions, à l'élimination des explosifs, à la prise en charge médicale des traumatismes et à la manière de faire face aux menaces posées par des dispositifs explosifs improvisés;

g) Au Darfour, plus de 100 000 personnes – en majorité des femmes et des filles – ont reçu une éducation aux dangers des mines et des munitions non explosées;

h) En Libye, plus de 611 000 restes explosifs de guerre ainsi que des armes légères ont été récoltés, libérant 13,5 km<sup>2</sup> de terres agricoles;

i) En Colombie, un déminage humanitaire civil a commencé en septembre 2013, réduisant le risque posé par les mines et libérant des terres désormais sûres pour les communautés;

j) Au Libéria, le SLAM renforce les capacités nationales afin d'aider les forces armées et la police nationale à traiter sans danger les restes explosifs de guerre;

k) En Palestine, les munitions non explosées ont été éloignées de la ville de Gaza, éliminant le risque d'explosions accidentelles. Afin de diminuer le nombre croissant de victimes parmi les enfants, le SLAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et des organisations communautaires locales ont collaboré pour institutionnaliser l'éducation aux dangers des restes explosifs de guerre.

#### Encadré 3

#### **Améliorer l'accès à l'eau potable des communautés au Darfour, au Soudan**

Un projet de remise en état d'un barrage vise à s'attaquer à l'une des causes profondes du conflit au Darfour du Nord en fournissant de l'eau potable à 70 000 personnes.

Construit en 1954, le barrage de Dawila était la principale source d'eau des habitants de la région-- dont une grande partie est formée de personnes déplacées à l'intérieur du territoire-- mais il a cessé de fonctionner normalement depuis 2000. Le projet de remise en état du barrage devrait permettre de doubler les surfaces irriguées et d'augmenter de 50 % ses possibilités de stockage d'eau. Son objectif est d'appuyer les moyens d'existence, de réduire les risques d'inondation et de sécheresse, d'améliorer l'accès à l'eau pour limiter les conflits liés à l'eau et inciter les populations déplacées à revenir.

Le projet a mobilisé les communautés locales grâce aux consultations et à la formation de responsables locaux. Il a généré, selon les estimations, 6 400 journées rémunérées pour des travailleurs locaux, dont 25 % de femmes.

Le projet a été financé à hauteur de 1,9 million de dollars par l'Agency for International Development des États-Unis et exécuté par l'UNOPS en collaboration avec le Gouvernement de l'État du Darfour du Nord.

## **D. Objectif 2 : Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles**

59. En 2013, l'UNOPS a appuyé des projets pour aider les communautés à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à se relever en Haïti, au Népal, au Sri Lanka et dans d'autres pays, en appuyant les services d'alerte précoce, de relèvement rapide et de reconstruction.

60. Une voie adoptée par l'UNOPS pour aider ses partenaires à reconstruire leur communauté à l'issue d'une catastrophe réside dans la construction d'écoles et de centres de santé. Au Sri Lanka, l'UNOPS a dirigé la construction de deux centres de santé et a remis en état des écoles dans le cadre d'un projet financé par la Grèce. Les bâtiments ont été conçus de manière à résister aux inondations et aux ouragans et l'UNOPS a tenu compte de critères écologiques dans le choix des matériaux.

61. Fournir des possibilités d'emploi dans ces communautés par le biais de projets de construction à forte intensité de main-d'œuvre constitue un aspect important de l'appui de l'UNOPS dans ces domaines. Cette démarche injecte de l'argent dans l'économie locale tout en développant un savoir-faire et en mobilisant les communautés dans le processus de reconstruction. En 2013, pour 31 % de ses projets concernant des situations après une catastrophe, l'UNOPS a été en mesure de faire le décompte du nombre de jours de travail qu'ils généraient. Mis ensemble, ces projets -- y inclus la remise en état d'urgence d'une route pour le Ministère des travaux publics en Haïti, avec un financement de la Banque mondiale, ont généré près de 90 000 journées de travail.

62. L'UNOPS incite les communautés à participer au relèvement après une catastrophe. En partenariat avec le Gouvernement du Sri Lanka et grâce à un financement du Fonds international de développement agricole, l'UNOPS a mené à bien un projet à grande échelle dans l'objet était de construire 20 nouveaux ports de pêche et des mouillages détruits par le tsunami en 2004. Des réunions ont été organisées pour mobiliser les communautés et depuis le début du projet en 2009, le nombre de femmes actives dans le secteur de la pêche a doublé.

63. L'UNOPS a continué d'atténuer les risques sanitaires, en Haïti, par exemple au moyen d'équipes mobiles d'urgence financées par le Fonds central pour les interventions d'urgence. En 2013, les équipes sont intervenues pour contenir les flambées de choléra. Elles ont fourni plus de 16 000 trousseaux pour le traitement du choléra et la campagne de prévention sanitaire a permis d'atteindre 183 000 personnes.

64. L'UNOPS utilise ses connaissances spécialisées dans le domaine de la construction pour éviter de futures catastrophes. Au Népal, pour le compte du PNUD, l'UNOPS a consolidé la Maison des Nations Unies en vue d'augmenter sa résistance aux secousses sismiques. L'UNOPS a partagé son expertise dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes en organisant des cours de préparation aux catastrophes pour plus de 20 000 personnes, notamment un groupe d'experts sur la résilience des infrastructures dans les pays en développement. Avec un financement de la Norvège, ce projet a été lancé par l'UNOPS pour créer au sein des instances humanitaires une capacité de déploiement rapide d'équipes capables d'effectuer des évaluations de l'état des systèmes d'infrastructure avant et après une catastrophe.

65. L'appui de l'UNOPS a également comporté un volet de gestion de programmes complexes et d'achat de biens et services. Dans ce contexte, avec un financement de la Commission européenne, un appui administratif et opérationnel a été fourni au secrétariat de l'Initiative Nansen en vue de limiter les conséquences négatives de catastrophes soudaines sur les populations réfugiées.

#### Encadré 4

##### **Renforcer le système sanitaire en Haïti**

L'UNOPS appuie un accord conclu entre les Gouvernements haïtien, brésilien et cubain qui vise à renforcer le système sanitaire en Haïti en développant les capacités nationales et en créant des emplois.

L'accord a été signé en vue d'appuyer le développement durable en Haïti suite au tremblement de terre survenu en 2010. L'UNOPS s'est occupé de la construction et l'équipement de trois hôpitaux communautaires, d'un centre de réadaptation et d'un laboratoire d'orthèses et de prothèses, avec un financement du Brésil.

Prévues pour être pleinement opérationnelles mi-2014, ces constructions, dotées d'infrastructures écologiques, notamment de lampes solaires et de systèmes de récupération des eaux de pluie, sont résistantes aux tremblements de terre et aux ouragans. Ce projet a favorisé l'introduction de nouvelles méthodes de construction en Haïti, notamment les panneaux préfabriqués.

Selon les estimations, le projet a créé 40 000 jours de travail pour les travailleurs locaux qui ont été formés à la plomberie, au câblage et à l'installation de panneaux préfabriqués. L'UNOPS a coordonné la formation des médecins et du personnel d'entretien à l'utilisation du matériel médical et organisé des campagnes de sensibilisation qui ont contribué à renforcer les capacités locales et faire accepter le projet par les populations.

### **E. Objectif 3 : Renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux**

66. Tout en travaillant dans des zones sortant d'un conflit ou d'une catastrophe, l'UNOPS a aidé les communautés dans les pays à revenu faible et intermédiaire à sortir de la pauvreté en appuyant des projets en faveur du développement économique durable et en facilitant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la justice.

67. Par souci de clarté, la présente section portera essentiellement sur les projets menés dans des territoires qui n'ont pas été récemment touchés par un conflit (voir objectif 1) ni par une catastrophe naturelle (voir objectif 2).

68. En 2013, l'UNOPS a construit ou rénové 18 bâtiments gouvernementaux, 13 hôpitaux et dispensaires et 7 laboratoires médicaux, notamment un hôpital à Puerto Barrios au Guatemala. La construction de l'hôpital, effectuée pour le compte

du PNUD avec un financement du Gouvernement, a fait appel aux techniques de résistance aux secousses sismiques et comporte une installation de traitement des eaux usées.

69. L'UNOPS a fourni une assistance à ses partenaires pour améliorer les infrastructures requises par un système judiciaire solide par le biais de sept nouveaux palais de justice. La construction pour le compte du Gouvernement d'un palais de justice au Pérou a comporté toute une série d'obligations contractuelles pour l'ensemble des sous-traitants de manière à améliorer la capacité nationale en matière de passation de marchés publics et de suivi des contrats.

70. Dans de nombreux cas, l'UNOPS a été en mesure de fournir un service consultatif aux gouvernements plutôt que d'exécuter directement des projets de construction. En 2013, l'UNOPS a fourni presque 11 000 journées de travail dans le domaine consultatif dans les zones non touchées par des crises. Un projet gouvernemental d'édification d'un hôpital au Nicaragua a bénéficié de services consultatifs totalisant 1 640 jours, entraînant une actualisation de la conception architecturale et une révision des spécifications techniques. La participation de l'UNOPS dès le début aux appels d'offres a permis de réduire les coûts de construction de près de 35 %.

71. En 2013, l'UNOPS, pour le compte de divers partenaires, a acheté, dans le cadre de l'objectif 3, des équipements pour une valeur de 10 millions de dollars, allant de machines agricoles à des ordinateurs en passant par des générateurs, notamment 12 générateurs pour le Ministère éthiopien de l'agriculture, avec un financement du Fonds international de développement agricole.

72. L'achat de médicaments de très bonne qualité, de façon responsable, est souvent difficile pour des pays à faible revenu ou en transition. Dans de telles situations, l'UNOPS est en mesure de fournir des médicaments fiables et de qualité tout en renforçant les capacités locales aux pratiques d'achat transparentes. En 2013, l'UNOPS a acheté 11 millions de doses de médicaments, principalement dans le cadre d'un appui aux fonds sanitaires au Cambodge et au Myanmar, mais également dans le cadre d'une exécution directe pour l'Argentine et le Paraguay. Ces achats ont comporté 8 millions de doses de médicaments contre le VIH/sida en qualité de principal destinataire au Myanmar du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ces médicaments ont permis le traitement vital aux antiviraux pour les 24 000 personnes infectées au VIH. L'UNOPS a fourni des services de gestion au Myanmar pour le Fonds pluridonateurs OMD3 et acheté 150 000 moustiquaires pour se protéger contre paludisme. Il s'agit là d'une partie d'un appui plus large de l'UNOPS au Fonds MD3 qui a permis en 2013 le dépistage de 560 000 personnes dont 80 000 ont reçu un traitement antipaludique tandis que 850 000 moustiquaires ont été distribuées dans les communautés à risque.

73. En matière de renforcement des capacités d'achat responsable, l'UNOPS a formé 84 commissaires aux comptes en Colombie, dans le cadre d'un contrat entre l'UNOPS et le Gouvernement, afin de renforcer les capacités de lutte contre la corruption et d'améliorer l'efficacité des procédures d'achat.

74. L'UNOPS a aidé ses partenaires dans l'achat de services et non uniquement de biens, gérant près de 6 300 contrats à travers le monde pour le compte de nombreux pays et d'organisations, notamment plus de 200 contrats pour la mise en œuvre au Ghana du projet de Village du Millénaire.

75. Outre ses services transactionnels, l'UNOPS fournit un appui administratif, notamment en étant l'hôte des services du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, lui permettant d'aider 3,2 millions de personnes à améliorer leur accès à l'assainissement en 2013.

76. Pour renforcer les capacités dans de multiples domaines, l'organisation a formé plus de 19 000 personnes dans 32 pays, outre l'organisation de 12 000 ateliers de tailles diverses, en majorité consacrés à former le personnel électoral au Pakistan pour le compte du PNUD.

## **F. Objectif 4 : Viabilité environnementale et adaptation au changement du climat**

77. Les partenaires de l'UNOPS demandent fréquemment un appui dans la gestion de leurs grands projets environnementaux. Les activités de l'UNOPS dans ce domaine sont extrêmement variées, allant d'un important projet de réhabilitation environnementale au Sri Lanka pour le compte de la Commission européenne à la gestion des prêts du Mécanisme pour un développement propre pour le compte du secrétariat de la Convention –cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

78. En 2013, l'UNOPS a fourni un appui direct à 10 organismes gouvernementaux différents chargés de projets environnementaux, notamment en matière d'achats, de ressources humaines et d'appui logistique à un projet de l'UNEP visant à faciliter l'accès aux énergies renouvelables dans le département du sud en Haïti, grâce à un financement de la Norvège. L'UNOPS a également assisté le Gouvernement du Pérou dans l'évaluation d'un programme à grande échelle visant à remplacer les fourneaux à bois par des fourneaux au gaz consommant moins d'énergie.

79. Plus de 70 enquêtes ainsi que d'autres recherches environnementales ont été menées avec l'appui de l'UNOPS, par exemple le projet visant à réduire l'impact toxique des déchets médicaux en Tanzanie. Ce projet exécuté en collaboration avec le PNUD, l'Organisation mondiale de la santé, Health Care Without Harm et l'Université de Dar es-Salaam, a pour objectif de promouvoir des technologies appropriées et d'un coût abordable pour le traitement des déchets.

80. L'UNOPS est en mesure d'offrir son aide lorsque le caractère transfrontalier des problèmes d'environnement exige une action internationale coordonnée. Par exemple, l'UNOPS exécute 34 projets portant sur des réseaux hydriques transfrontaliers. Ces projets sont financés par le FEM à la demande du PNUD et d'autres organismes d'exécution du FEM, comme la Banque mondiale. Ces projets aident les pays à coopérer et à partager leurs connaissances pour lutter contre les agressions écologiques, notamment dues à la surpêche et à la pollution industrielle. En 2013, l'UNOPS a aidé, par exemple, à achever l'actualisation de l'analyse transfrontière du lac Baïkal, qui comporte des études sur le changement climatique et les risques de pollution des nappes phréatiques.

81. L'UNOPS est l'agent d'exécutions du Programme de microfinancement du FEM mis en œuvre par le PNUD. Des fonds sont transférés à des organisations non gouvernementales et locales afin de les aider à faire face au changement climatique, préserver la biodiversité, protéger les eaux internationales, réduire l'impact des

polluants organiques persistants et prévenir la dégradation des sols. En 2013, l'UNOPS a assuré la gestion administrative et financière de quelque 4 000 projets de ce type dans plus de 120 pays.

## **G. Questions intersectorielles**

82. En 2013, l'UNOPS a accordé encore davantage d'attention à la durabilité. Dans la prochaine période à l'examen (2014-2017), l'UNOPS rendra compte de ses réalisations au regard d'un plus grand nombre d'indicateurs sociaux, économiques et de durabilité environnementale. Concernant 2013, il a établi son rapport en fonction des critères figurant dans le plan stratégique 2010-2013, dans le cadre de ses préoccupations intersectorielles d'égalité des sexes, d'environnement et de renforcement des capacités nationales.

83. En 2013, l'UNOPS a aidé ses partenaires à poursuivre des initiatives intersectorielles dans la réalisation de ses quatre objectifs de contribution. Dans certains cas, ces préoccupations ont constitué l'objet principal du projet, mais dans la majorité des cas elles ont été intégrées à des projets dont l'objectif principal était différent.

### *Renforcement des capacités nationales*

84. Près de 48 % de tous les projets soutenus par l'UNOPS font rapport d'activités visant à renforcer les capacités nationales, essentiellement en consolidant les institutions ou en développant les compétences. Dans la plupart des cas, dès leur conception initiale, les projets comportaient des activités spécifiques pour renforcer les capacités nationales. Par exemple, un projet visant à augmenter l'accès à des services énergétiques modernes et à l'agro-industrie en Afrique subsaharienne, financé par la Fondation Gates et le PNUD, contenait de nombreux volets d'éducation formelle, transferts de technologie, partage des connaissances et éléments de réseaux. Tout en développant les capacités au cours de l'exécution des projets, environ 30 % des projets comportaient des produits spécifiques associés au développement des capacités, tels que les manuels de formation ou une formation certifiée à l'intention du personnel du gouvernement.

85. Dans les cas où le plan initial des projets ne prévoyait pas de produits spécifiques liés au renforcement des capacités, 8% des directeurs de projet ont été en mesure d'intégrer des éléments de renforcement des capacités, souvent sous forme de formation en cours d'emploi pour les personnels des autorités ou des collectivités locales. Par exemple, dans le cadre d'un projet de remise en état d'un bâtiment administratif au Libéria, exécuté pour le compte du PNUD, une formation technique a été dispensée aux ouvriers locaux.

86. L'UNOPS aide ses partenaires dans les pays en développement à renforcer les compétences nécessaires pour qu'ils puissent mettre eux-mêmes en œuvre leurs initiatives. Par exemple, le Programme européen de partenariat avec les municipalités, un programme de grande envergure financé par l'Union européenne et la Suisse, vise à ce que les municipalités et les organisations locales en Serbie exécutent elles-mêmes les projets, l'UNOPS se limitant à leur fournir des services consultatifs. En Afghanistan, le transfert aux autorités nationales de l'exécution du programme antimines de l'UNOPS est à un stage avancé, les Afghans y occupant déjà une majorité des postes de direction.

87. Dans le cadre de l'appui à la gestion de projets, l'UNOPS a dispensé une formation formelle lors de la mise en œuvre de projets pour ses partenaires dans un grand nombre de secteurs, contribuant de la sorte à élargir les compétences de plus de 47 000 personnes, tout en organisant plus de 12 000 ateliers et séminaires. Dans un projet intégré de reconstruction de plusieurs quartiers de Port-au-Prince pour le compte de différents donateurs, l'UNOPS a formé des travailleurs locaux pour réparer et renforcer les maisons qui ont souffert du tremblement de terre.

88. Étant donné son rôle central d'appui pour les achats, l'UNOPS renforce souvent les capacités des organismes d'État à passer des marchés publics en appliquant les principes de transparence et de responsabilisation. En 2013, l'UNOPS a fourni 2 725 jours de services consultatifs pour les achats, ainsi que d'importants services de renforcement des capacités durant la phase d'exécution. Au Honduras et au Nicaragua, l'UNOPS a dispensé une formation approfondie en matière d'achats à 60 de leurs fonctionnaires dans des projets relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, implantés dans de petites villes ou des écoles, grâce à un financement de la Suisse, par le biais de sa Direction du développement et de la coopération.

89. Étant donné son expertise dans la gestion des projets de développement, l'UNOPS attache beaucoup d'importance à la participation communautaire pour obtenir un impact durable. En 2013, 25 % des projets de l'UNOPS, avec l'appui des donateurs, prévoyaient des fonds pour la participation communautaire. Par exemple, un projet de gestion durable du bétail en Afrique de l'Ouest, exécuté par l'UNOPS pour le PNUD, a créé un Comité de direction communautaire, suscitant une véritable participation communautaire.

#### *Égalité des sexes et autonomisation des femmes*

90. En 2013, 30 % de tous les projets soutenus par l'UNOPS visaient à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dans 19 % de ces cas, il prévoyait dès leur conception, des produits obligatoires en matière d'égalité des sexes. Par exemple, dans un projet financé par le Gouvernement canadien ayant pour objectif le renforcement des services du Ministère public palestinien, une section des femmes au sein de l'Office du Procureur général a été prévue dès le début.

91. D'autres projets ont soutenu l'égalité des sexes en donnant aux femmes la possibilité de se faire entendre. En République démocratique du Congo, un projet d'infrastructure financé par la Banque mondiale a non seulement enseigné aux femmes un savoir-faire en matière de construction, mais avait également pour objectif de voir siéger au moins 30 % de femmes au sein des comités supervisant les opérations et l'entretien des routes et des marchés.

92. De plus en plus, les grands projets d'infrastructures exécutés par l'UNOPS contiennent des dispositions complexes pour tenir compte des besoins des femmes. Par exemple, un projet d'une valeur de 66 millions de dollars dans le Soudan du Sud, financé par le Gouvernement des États-Unis, porte sur la construction d'infrastructures pour les communautés, notamment des routes d'accès reliant les villages aux marchés. Dès la conception du projet, l'UNOPS a veillé à ce que les femmes et les communautés en bénéficient en prenant part aux travaux et en incluant dans le projet l'égalité des sexes et le renforcement de leurs capacités en cours d'emploi.

93. Certains projets ont permis de sensibiliser des États à l'égalité des sexes, comme le projet de pratiques de police démocratiques en Afghanistan. L'UNOPS a fourni des services de gestion financière pour appuyer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour un projet exécuté par huit organisations de la société civile afghane. Celles-ci ont exercé un rôle de mentor auprès des agents de police pour les rendre plus attentifs aux violences conjugales et ont dispensé des cours d'alphabétisation aux policières pour les aider dans leur carrière.

94. Même dans le cas de projets qui au départ ne prévoyaient pas de produits spécifiques en matière d'égalité des sexes, environ 10 % des directeurs de projet ont été en mesure d'y ajouter une composante d'autonomisation des femmes. Un projet financé par l'Union européenne visant à promouvoir le partenariat entre les autorités publiques et la société civile en Iraq a veillé à ce que les femmes soient associées à toutes les activités du projet et qu'elles fassent partie des délégations gouvernementales.

95. Un peu moins d'un quart des projets en faveur de l'autonomisation des femmes ont amélioré l'accès des femmes aux services sociaux et aux opportunités, grâce à l'édification de structures où les filles et les femmes peuvent accéder à la justice, à l'éducation et aux soins de santé. L'UNOPS construit un palais de justice en Palestine qui prévoit notamment des entrées séparées pour les femmes, la non-mixité des cellules ainsi que des salles de prière séparées.

96. L'UNOPS souhaite que davantage de ses projets soient axés sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dans cette optique, en 2013, l'UNOPS a élaboré pour le personnel de projet une boîte à outils qui indique comment intégrer l'égalité des sexes à chacune des étapes d'un projet, de sa conception jusqu'à sa fin, en veillant à ce que les voix et les besoins des femmes et des filles soient chaque fois dûment pris en compte. La boîte à outils fait partie de la formation à la gestion des projets importants. Le marqueur de durabilité actuellement mis au banc d'essai devrait permettre d'améliorer la prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation durant tout le cycle de chaque projet.

#### Encadré 5

#### **Engagement écologique de l'UNOPS dans les projets d'infrastructure**

En 2013, l'engagement de l'UNOPS à protéger l'environnement dans la gestion des sites de construction lui a valu de recevoir la certification ISO 14001.

Celle-ci représente la norme de gestion environnementale la plus reconnue au monde, décernée aux organisations qui évaluent et gèrent leurs incidences environnementales. Pour obtenir cette certification, l'UNOPS a élaboré un système de gestion environnementale pour permettre aux directeurs de projets de surveiller et de contrôler l'impact de leur projet sur l'environnement au moyen de directives sur le traitement des déchets, la protection des animaux et l'utilisation écologique des ressources naturelles.

Le système permet aux directeurs de projets d'analyser les facteurs environnementaux sur une base quotidienne, et ce dès les premières phases du projet, afin d'atténuer ses effets négatifs et optimiser ses effets positifs sur l'environnement. Il permet également d'analyser les incidences socioéconomiques dans la zone du projet, de manière à préserver l'environnement tout en améliorant les conditions de vie des populations et des communautés concernées.

Le système de gestion environnementale fait partie d'un ensemble plus large qui vise à incorporer le principe de durabilité dans chaque activité de l'UNOPS et à fournir une approche structurelle dans la mise en œuvre de la politique de l'UNOPS en faveur d'infrastructures durables.

#### *Durabilité du point de vue de l'environnement*

97. En 2013, 30% des projets appuyés par l'UNOPS visaient à améliorer la durabilité environnementale, soit directement, soit en assurant que les projets humanitaires, de développement ou de consolidation de la paix, soient exécutés de la manière la plus écologique possible. Ce qui implique une utilisation durable des ressources, un recours aux techniques de construction durables et la promotion des énergies renouvelables.

98. En plus des centaines de sous-projets environnementaux du Programme de microfinancement du FEM, près de 50 projets de l'UNOPS ont directement porté sur l'environnement (voir objectif 4).

99. Un peu plus de 100 projets non liés à l'environnement comportaient dans leur plan initial des éléments respectueux de l'environnement et 11 % des directeurs de projet ont ajouté au cours de la mise en œuvre des éléments pour en augmenter la durabilité environnementale.

100. Dans l'exécution de ces projets, l'UNOPS recourt de plus en plus à un système de gestion de l'environnement pour déterminer et limiter les risques écologiques. Il collabore avec les communautés locales pour atténuer les effets négatifs. Par exemple, dans un projet de construction de routes au Soudan du Sud financé par le Japon, suite à une analyse de l'environnement, plusieurs mesures ont été appliquées, notamment l'amélioration du traitement des déchets, la limitation du défrichage et l'élimination de la poussière avec un système de pulvérisation d'eau ainsi que les réparations de véhicules pour limiter les gaz d'échappement.

101. De nombreux projets appuyés par l'UNOPS ont accordé la priorité à l'exploitation durable des ressources naturelles, allant du choix des matériaux de construction à la promotion du recyclage. Des techniques de construction axée sur la durabilité ont été intégrées aux projets de construction chaque fois que possible, par exemple en Indonésie, en utilisant du bambou pour construire un centre de communication sur le climat, fonctionnant entièrement à l'énergie solaire, dans le cadre d'un projet REDD+ (Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement), financé par le Gouvernement norvégien.

102. De nombreux projets ont fait appel à des critères environnementaux pour leurs achats, en recourant de plus en plus fréquemment dans les appels d'offres, aux critères des Directives d'achats durables pour l'acquisition de biens et services communs, établies par l'Organisation des Nations Unies. Le projet d'achat de fournitures et d'équipement médical pour le Gouvernement d'El Salvador, financé par la Banque interaméricaine de développement, en constitue un exemple.

103. En planifiant ses opérations, l'UNOPS veille tout particulièrement à ce que les technologies et les techniques de construction durable les plus récentes soient utilisées, de manière à obtenir des bâtiments plus durables en utilisant moins de ressources. Le nouveau complexe du Programme alimentaire mondial en Éthiopie a été construit par l'UNOPS de manière à le protéger des inondations subites, des secousses sismiques, des tempêtes de sable et des chaleurs extrêmes.

104. Les technologies d'énergie renouvelable ont été promues autant que faire se peut, notamment l'installation de panneaux solaires sur des infrastructures achevées, par exemple en Sierra Leone, sur trois nouveaux hôpitaux pédiatriques que l'UNOPS a construits pour le compte de l'UNICEF avec un financement du Gouvernement irlandais.

---